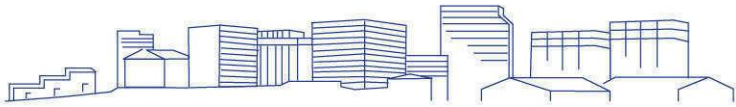


# Commune de Corcelles-en-Beaujolais

## Plan Local d'Urbanisme

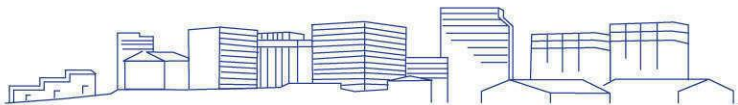
*Modification n°2 – 2018*



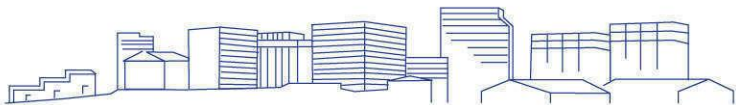


## Sommaire

<b>1</b>	<b>PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
1.1	Profil communal.....	4
1.2	Champ d'application de la procédure de modification 5	
<b>2</b>	<b>DEUXIEME PARTIE : LA MODIFICATION.....</b>	<b>6</b>
2.1	Objets de la modification.....	7
2.2	Les éléments modifiés pour l'application de la loi MACRON .....	8
2.3	Les éléments modifiés pour correction d'une erreur matérielle .....	14
2.4	Les éléments modifiés sur la zone NL .....	15
2.5	Les éléments modifiés sur la zone Ai.....	17
2.6	Les éléments modifiés sur les changements de destination .....	19
2.7	Les éléments modifiés sur la zone A.....	22
2.8	Les éléments modifiés sur les OAP .....	23
2.9	Les impacts de la modification sur les surfaces des zones 24	
2.10	Impact sur l'environnement.....	24



# **PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE**



## 1.1 Profil communal

**Superficie** : 930 hectares

**Population en 1999** : 746 habitants (source INSEE)

**Population en 2015** : 911 habitants (source INSEE)

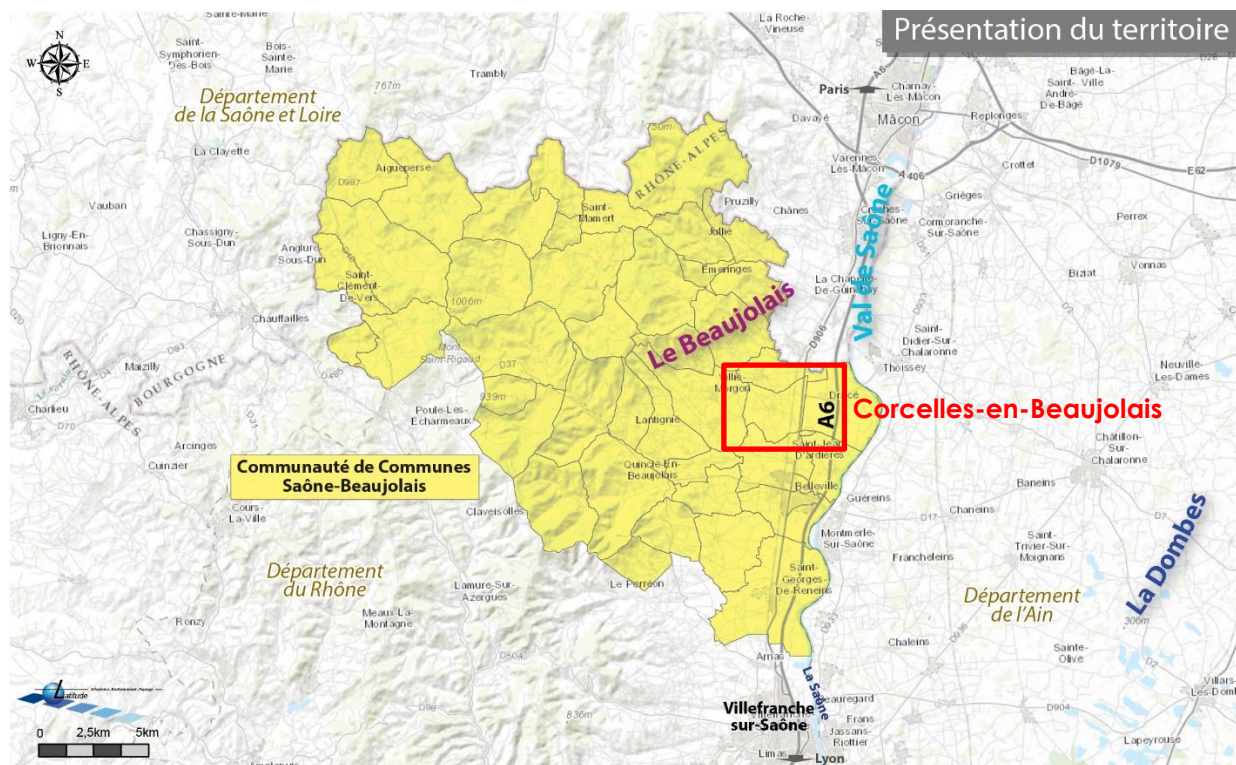
**Altitude** : 179 mètres à 247 mètres

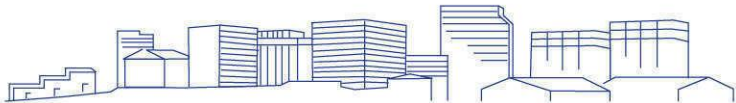
**Commune intégrée au territoire de :**

- la Communauté de Communes du Saône-Beaujolais ;
- SCOT du Beaujolais.

**Ses limites territoriales sont définies par :**

- Lancié au Nord ;
- Dracé à l'Est ;
- Saint-Jean-d'Ardières au Sud ;
- Villié-Morgon à l'Ouest





## 1.2 Champ d'application de la procédure de modification

La présente évolution du PLU relève de la procédure de droit commun.

### Rappel du champ d'application de la présente modification

#### CHAMPS D'APPLICATION (L. 153-41°)

##### 1-Révision avec examen conjoint (L.153-31)

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

##### 2-Modification de droit commun (L153-41)

Le projet de modification permet :

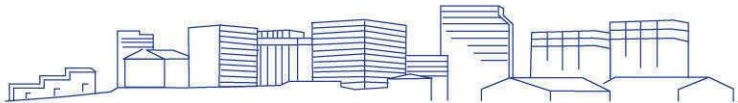
1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de constructions résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

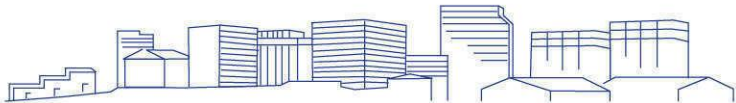
3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

##### 3- Modification simplifiée (L153-45)

En dehors des points 1 et 2, la modification simplifiée peut être utilisée.



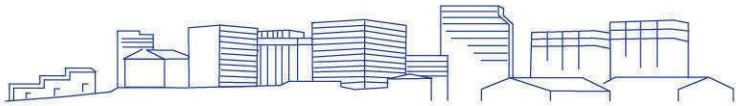
## **DEUXIEME PARTIE : LA MODIFICATION**



## 2.1 Objets de la modification

La présente procédure de modification a plusieurs objets :

1. La modification du règlement des zones naturelles et agricoles afin de prendre en compte la « loi Macron ». Le règlement de la zone Uh est également modifié afin de la rendre cohérente avec le nouveau règlement des zones A et N.
2. La correction d'une erreur matérielle ne faisant pas apparaître les corridors écologiques sur le document graphique du PLU approuvé.
3. La mise à jour de la liste identifiant des changements de destination.
4. Création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées en zone Ai afin de gérer une activité de garage automobile. Son classement actuel en zone agricole ne lui permet pas de s'étendre et de développer son activité.
5. La modification du règlement de la zone Ai afin de mieux encadrer les règles actuelles. En effet, le règlement actuel ne limite pas la surface des extensions.
6. La création de deux secteurs NL1 et NL2 permettant de réduire les possibilités de construire en autorisant la constructibilité uniquement sur une partie de la zone NL.
7. Extension de la zone A au sud de la commune afin de permettre la construction d'un bâtiment agricole.



## 2.2 Les éléments modifiés pour l'application de la loi MACRON

La CCSB a fait réaliser par les bureaux d'études AUA, Atelier du triangle et Latitude uep, un audit sur 12 communes appartenant à son territoire (Cercié, Charentay, Chénas, Corcelles-en-Beaujolais, Juliéas, Lancié, Lantignié, Marchampt, Odenas, Quincié-en-Beaujolais, Saint-Etienne-la-Varenne, Villié-Morgon).

L'objectif est d'intégrer la loi MACRON dans le règlement de ces communes afin de permettre l'évolution des constructions à usage d'habitation (extension et annexe) dans les zones A et N, qu'elles soient ou non liées à une activité agricole, tout en les conditionnant à des règles encadrées (hauteur, emprise...).

Cela conduit à un règlement harmonisé sur les articles A2 et N2 pour les 12 communes.

### Rappels des articles de la « loi Macron »

#### L151-13

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs. Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

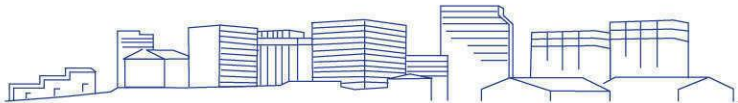
Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévus à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

#### L151-12

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

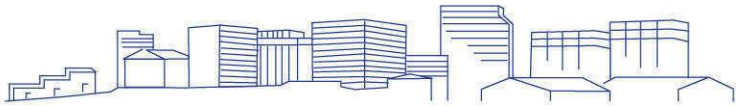


### 2.2.1 Modification du règlement : article Uh2

Toutes les occupations et utilisations de sol sont admises, sauf celles interdites à l'article Uh 1.

Sont admis sous conditions :

- Les annexes aux habitations hors piscine, dans la limite de deux annexes à l'habitation et d'une surface de plancher maximale de ~~30 m<sup>2</sup>~~ 50m<sup>2</sup>;
- Pour les habitations existantes sous réserve que l'habitation avant travaux ait une surface de plancher minimale de 60m<sup>2</sup> est admise une extension de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher dans la limite de ~~180 m<sup>2</sup>~~ 250 m<sup>2</sup> de surface de plancher au total (comprenant l'existant plus l'extension), sans aller au-delà du doublement de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PLU.
- Les piscines, si elles sont situées à moins de ~~15 m~~ 20 m de l'habitation. *Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.*
- Les changements de destination vers du logement sont autorisés dans la limite de ~~180 m<sup>2</sup>~~ 250 m<sup>2</sup> et si la construction à une surface de plancher minimale de 60 m<sup>2</sup> avant travaux.



## 2.2.2 Modification du règlement : article A2

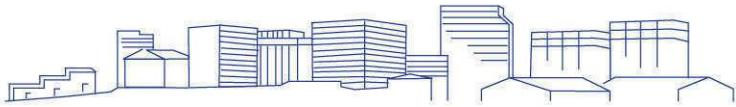
Sont admis sous conditions :

### Dans le secteur A :

- Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole. Pour information et afin de faciliter l'interprétation de la notion de « nécessité à l'exploitation agricole », on pourra se référer au guide « Construire en zone agricole – ce qu'il faut savoir »,
- Les habitations sont limitées à ~~180 m<sup>2</sup>~~ 250 m<sup>2</sup> de surface de plancher par exploitant,
- Les constructions doivent s'implanter à proximité immédiate du siège d'exploitation, en continuité ou en contiguïté du bâti existant, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation. Toute construction à usage d'habitation, dont la nécessité à l'exploitation agricole est justifiée, devra être liée à la présence d'un bâtiment technique sur place et sera combinée ou contiguë au bâtiment technique. En cas de contraintes particulières la distance entre l'habitation et les bâtiments techniques pourra être admise sur justifications, sans toutefois excéder 100 mètres. Par contraintes particulières, on entend soit des contraintes liées à la topographie du terrain, soit des contraintes liées à la nature de l'exploitation.
- Les constructions à usage technique pourront être sollicitées par des exploitations justifiant d'au moins une demi-SMI. Par contre, celles à usage d'habitation ne peuvent être sollicitées que par une exploitation agricole justifiant d'au moins une SMI.
- Les installations d'irrigation
- Les affouillements et exhaussement de sol strictement nécessaires aux constructions admises dans la zone.
- Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature

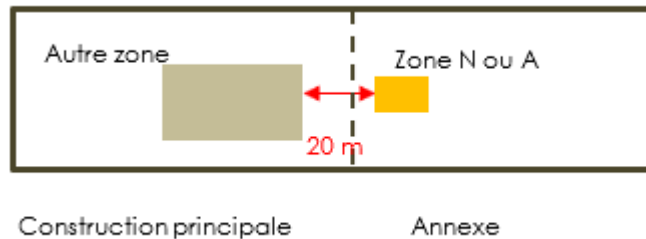
pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.

- Les bâtiments identifiés au document graphique pourront faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L123-3-1 et de l'article R123-12.2° du code de l'urbanisme dans la limite de ~~180 m<sup>2</sup>~~ 250 m<sup>2</sup> et si la construction à une surface de plancher minimale de 60 m<sup>2</sup> avant travaux.
- L'aménagement et la rénovation des constructions existantes, sans changement de destination quelles que soient l'emprise et la surface de plancher de la construction existante.
- Pour les constructions à usage d'habitation existantes et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont la surface de plancher avant travaux est supérieure à 60 m<sup>2</sup> :
  - o L'extension des habitations existantes dans la limite de :
    - 250m<sup>2</sup> de surface de plancher au total (existant + extension).
    - Et de 30% de l'emprise au sol existante de l'habitation au moment de l'approbation du PLU
  - o Deux annexes à l'habitation maximum (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m<sup>2</sup>. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.
  - o Une piscine liée à l'habitation existante. Elle doit être implantée à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.



#### Cas particulier des parcelles coupées par une limite de zonage A/N U/AU :

La zone A permet l'implantation des annexes et des piscines des constructions situées dans une autre zone à condition d'être situées à moins de 20 m de la construction principale (distance mesurée au point le plus proche de l'annexe).



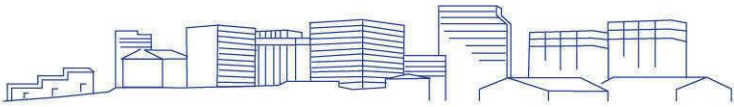
#### Dans le secteur Ah :

Le règlement de la zone Ah est supprimé, les secteurs d'habitat étant gérés par le règlement de la zone A.

#### 2.2.3 Modification du règlement : article A10

Ajout de la phrase suivante pour la zone A :

Les hauteurs des annexes sont limitées à 4 m au point le plus haut de la construction.



## 2.2.4 Modification du règlement : article N2

Sont admis :

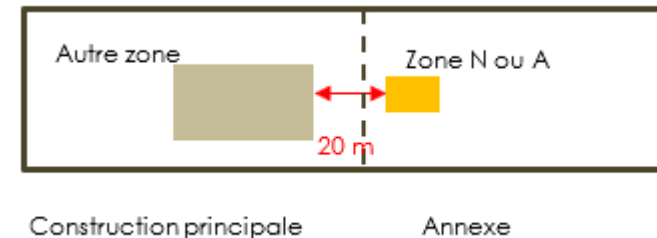
### Dans le secteur N :

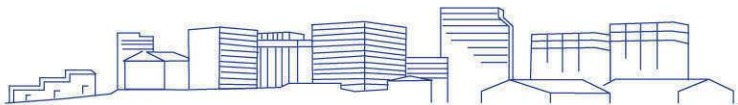
- Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.
- Les aménagements et installations permettant la valorisation des zones humides à condition qu'ils ne conduisent pas à détruire l'équilibre écologiques de ces milieux.
- ~~— Les abris pour animaux parqués, ouverts au moins sur une face, d'aspect bois s'intégrant au site, d'une surface maximale de 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur au faîtage de 4 m au maximum. L'implantation de ces constructions sera sur limites parcellaires, ou adossées aux haies et boisements existants.~~
- L'aménagement et la rénovation des constructions existantes, sans changement de destination quelles que soient l'emprise et la surface de plancher de la construction existante.
- Pour les constructions à usage d'habitation existantes et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont la surface de plancher avant travaux est supérieure à 60 m<sup>2</sup> :
  - o L'extension des habitations existantes dans la limite de :
    - 250m<sup>2</sup> de surface de plancher au total (existant + extension).
    - Et de 30% de l'emprise au sol existante de l'habitation au moment de l'approbation du PLU
  - o Deux annexes à l'habitation maximum (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m<sup>2</sup>. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de

la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.

- o Une piscine liée à l'habitation existante. Elle doit être implantée à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.

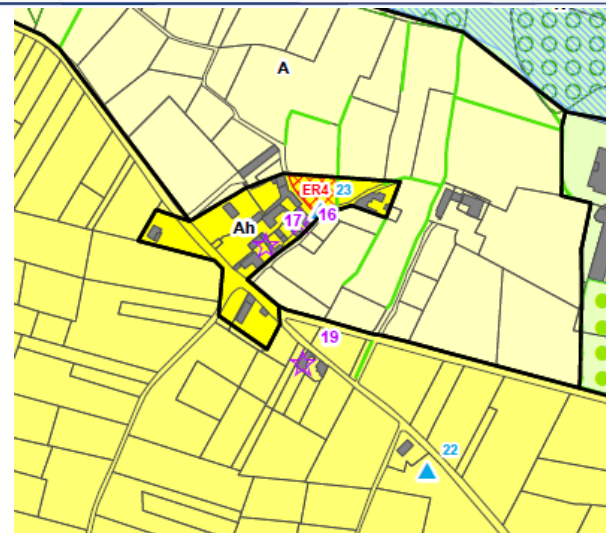
Cas particulier des parcelles coupées par une limite de zonage A/N U/AU : la zone N permet l'implantation des annexes et des piscines des constructions situées dans une autre zone à condition d'être situées à moins de 20 m de la construction principale (distance mesurée au point le plus proche de l'annexe).



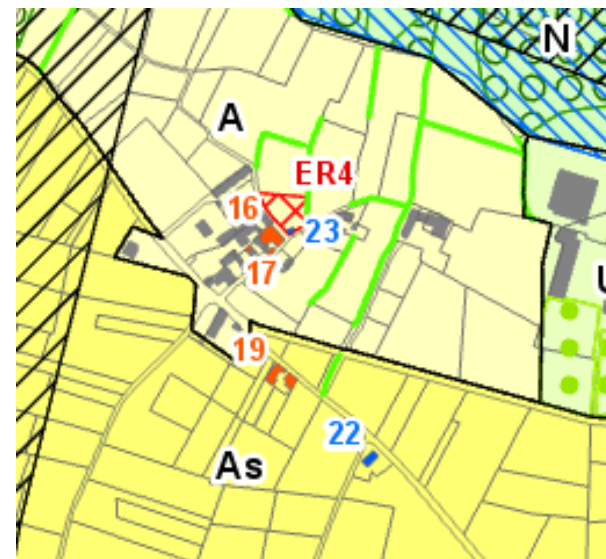


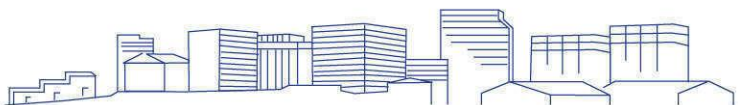
### 2.2.5 Modification du document graphique

Suppression du zonage Ah au profit de nouvelles zones A. Les pastilles Ah sont réintégrées dans la zone A.



Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)





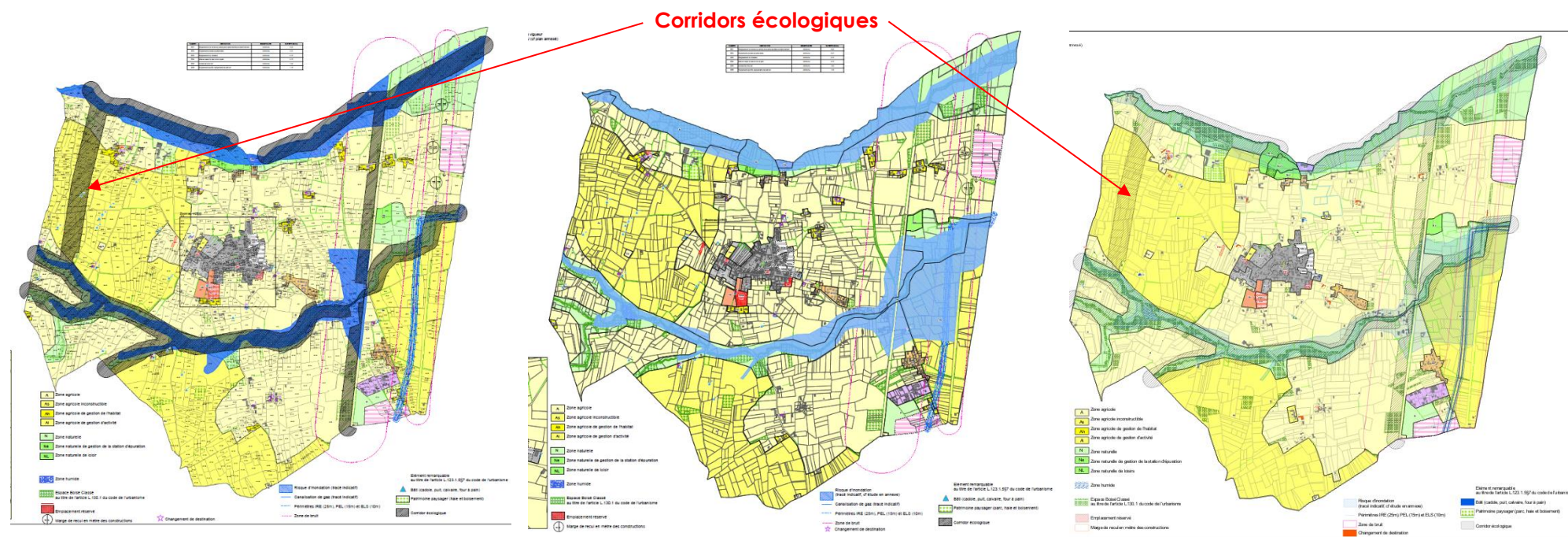
## 2.3 Les éléments modifiés pour correction d'une erreur matérielle

### 2.3.1 Modification du document graphique

Les corridors écologiques n'apparaissent pas sur le document graphique approuvé le 17 février 2014.

Ils apparaissaient en revanche sur le document graphique lors de l'Arrêt, de même ils sont mentionnés en page 107 du rapport de présentation du PLU approuvé.

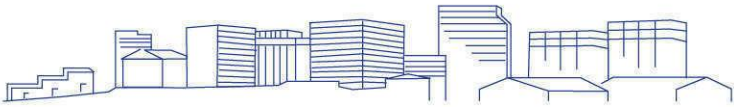
Ils sont donc réintégrés sur le document graphique dans la présente modification.



Document graphique pour Arrêt

Document graphique approuvé le 17 février 2014

Document graphique de la présente modification



## 2.4 Les éléments modifiés sur la zone NL

### 2.4.1 Modification du règlement : article N2

#### Dans le secteur NL :

#### Dans le secteur NL1 :

- Aucune construction n'est admise

#### Dans le secteur NL2 :

- Les occupations, installations, aménagements nécessaires à la valorisation touristique et de loisir,
- Les constructions sans hébergement nécessaires à la valorisation touristique et de loisir dans la limite de 30m<sup>2</sup> de surface de plancher et d'une hauteur maximale de 7 m au point le plus haut de la construction.

### 2.4.2 Modification du document graphique : création de zones NL1 et NL2

#### Justification de la modification :

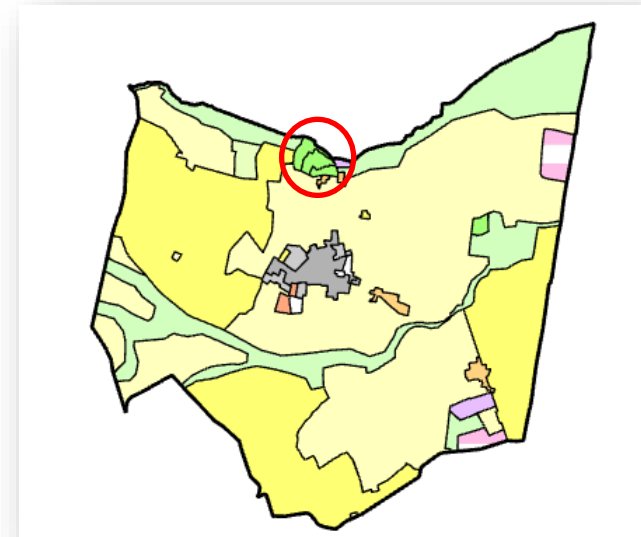
Création de deux zones NL1 et NL2 au profit de la zone NL. Cette évolution constitue une simple précision du secteur pouvant accueillir une construction, ainsi que de la hauteur maximale autorisée. La partie du STECAL correspondant au lac, et donc par nature inconstructible a été isolée, dans un secteur spécifique.

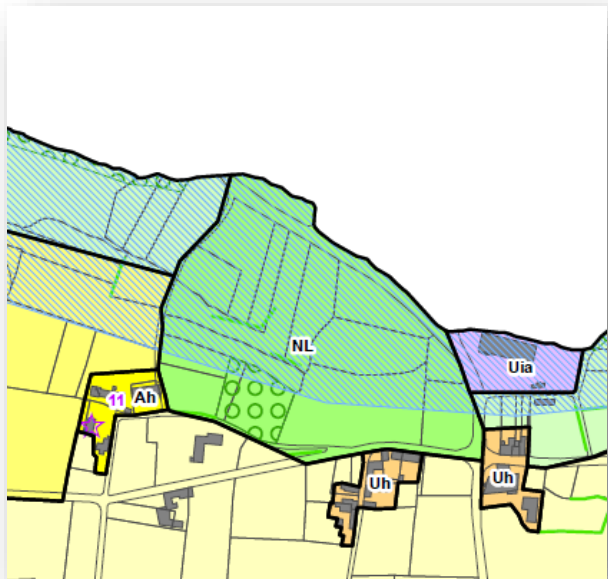
#### Éléments modifiés :

La zone NL est scindée en 3 parties :

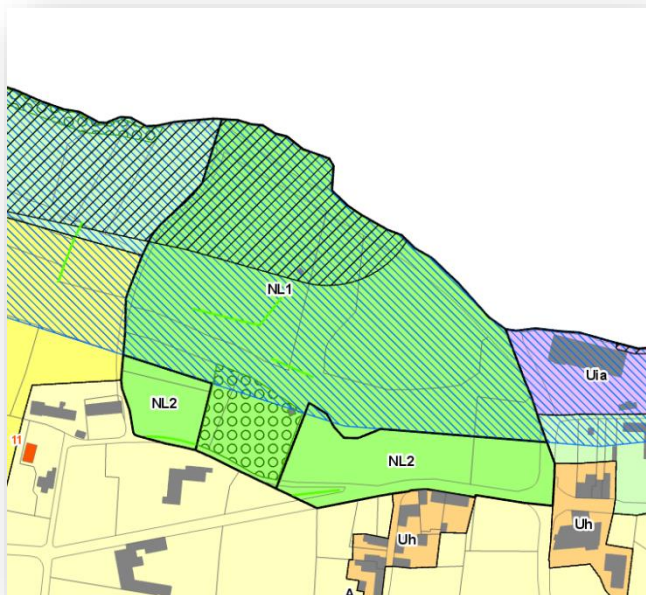
- Une partie, au centre, NL1 (inconstructible) comprenant l'Espace Boisé Classé et l'étang,
- Deux parties, à l'Est et à l'Ouest, NL2 (constructible) comprenant le reste de l'ancienne zone NL

#### Localisation :



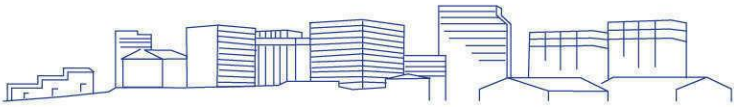


Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)



Photographie aérienne de l'emplacement de la zone NL. Source : Google Earth





## 2.5 Les éléments modifiés sur la zone Ai

### 2.5.1 Modification du règlement : article A2

#### Dans le secteur Ai :

- Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.
- Pour les activités artisanales existantes et commerciales, leur extension dans la limite de 30% de la surface de plancher et de l'emprise au sol existante.
- L'aménagement et la rénovation des constructions existantes, sans changement de destination quelles que soient l'emprise et la surface de plancher de la construction existante.
- Pour les constructions à usage d'habitation existantes et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont la surface de plancher avant travaux est supérieure à 60 m² :
  - o L'extension des habitations existantes dans la limite de :
    - 250m² de surface de plancher au total (existant + extension).
    - Et de 30% de l'emprise au sol existante de l'habitation au moment de l'approbation du PLU
  - o Deux annexes à l'habitation maximum (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m². Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.
  - o Une piscine liée à l'habitation existante. Elle doit être implantée à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.

### 2.5.2 Modification du document graphique : création d'un secteur Ai

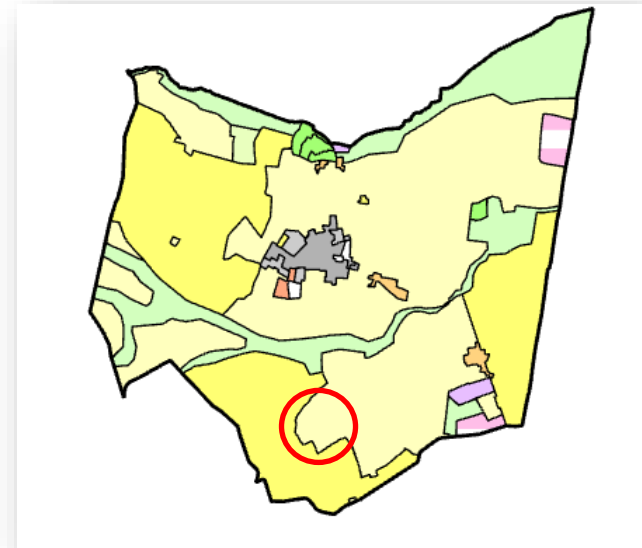
#### Objet de la modification :

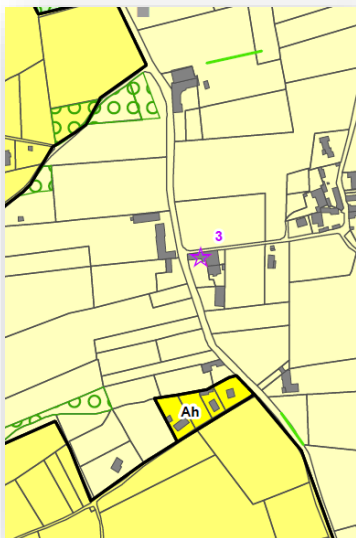
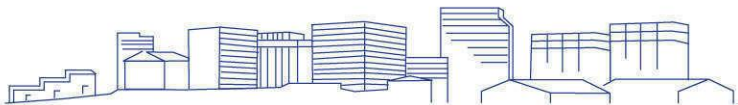
Création d'un secteur Ai afin de permettre la gestion de l'activité de garage automobile.

#### Éléments modifiés :

Le zonage est modifié. Un secteur Ai est créé sur une surface de 0,5 hectare sur une partie des parcelles AD0296, AD0326, AD0336, AD0337, AD0339, AD0340 et AD0341. La création de ce secteur se fait au profit de la zone A.

#### Localisation :

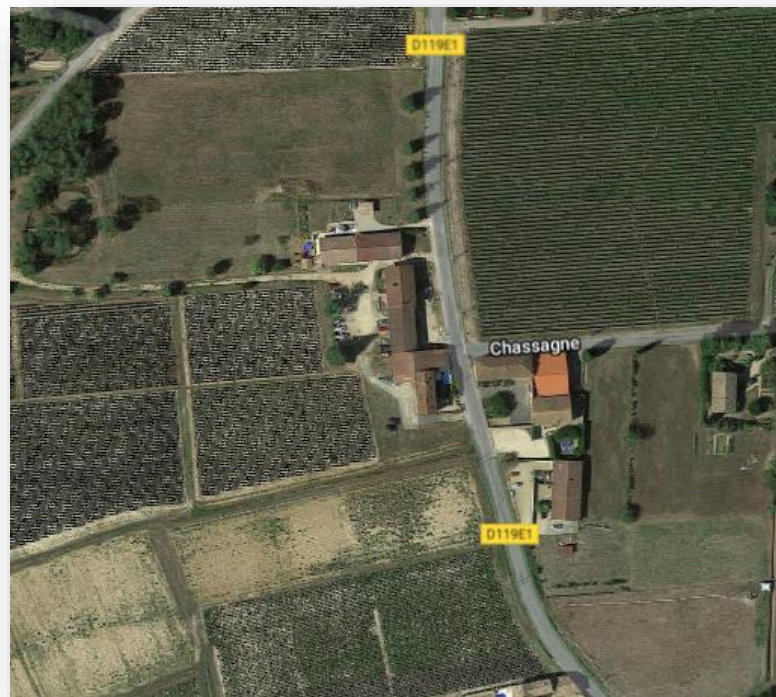




Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)

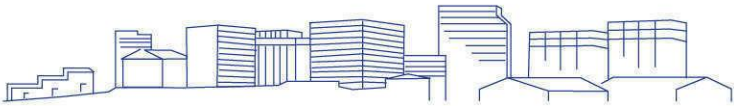


Photographie aérienne du garage automobile. Source : Google Earth



Photographie du garage automobile. Source : Google Street View





## 2.6 Les éléments modifiés sur les changements de destination

### 2.6.1 Ajout de cinq nouveaux changements de destination

#### Objet de la modification :

Repérage de cinq nouveaux changements de destinations en zone A.



Les critères d'identification mis en place à l'approbation du PLU ne changent pas.

Ces nouveaux changements de destination ont notamment pour objectif de préserver le patrimoine bâti traditionnel (exemple de la fiche ci-contre).

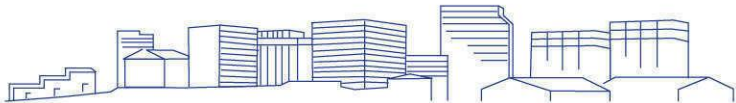
#### Éléments modifiés :

Ajout de polygones représentant les changements de destination sur les bâtiments concernés par les changements de destinations n° 1, 2, 4, 10, 17. Ces nouveaux changements de destination remplacent les précédents qui sont supprimés dans le cadre de la présente modification.

N° du changement de destination	Parcelle concernée
17	AB 390
10	AE 34
4	AK 381
2	AK 179
1	AB 414

Adresse :	La Moque
Référence cadastrale	AK 381
Description synthétique du caractère patrimonial	Construction traditionnelle, en L – Couverture tuile
Plan de situation (extrait cadastral délimitant la construction devant changer de destination)	
Photos	

Extrait de la fiche du nouveau changement de destination n°4



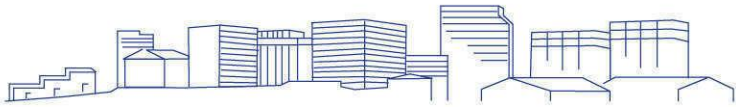
### **2.6.2 Suppression de cinq changements de destination de la liste actuelle**

#### Objet de la modification :

Suppression de cinq changements de destinations en zone A dans la mesure où ils ont déjà été réalisés.

#### Éléments modifiés :

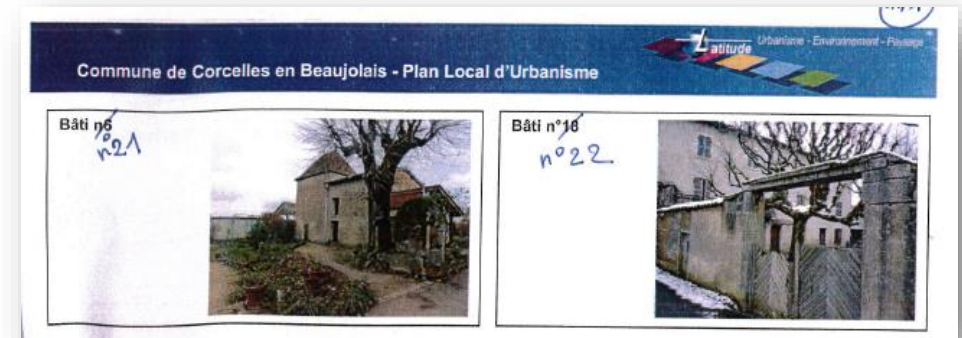
Suppression de polygones représentant les changements de destination sur les bâtiments concernés par les changements de destinations n° 1, 2, 4, 10 et 17.



### 2.6.3 Modification du fichier des changements de destination

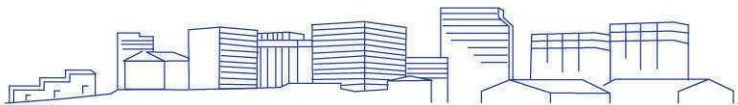
Modifications apportées au document :

- Intégration des fiches concernant les nouveaux changements de destination. La numérotation reprend celle des fiches supprimées, c'est à dire les numéros 1, 2, 4, 10 et 17 ;
- Suppression des fiches concernant les changements de destination n° 1, 2, 4, 10, et 17 ;
- Modification des fiches concernant les changements de destination n° 3, 21 et 22.
  - Ajout de la localisation du changement de destination n°3
  - Correction de la numérotation des changements de destination n° 21 et 22 – qui apparaissaient dans le document avec respectivement les n° 6 et 18.



*Document avec erreur repérée (ci-dessus) et document après correction (ci-dessous)*





## 2.7 Les éléments modifiés sur la zone A

### 2.7.1 Modification du document graphique : agrandissement de la zone A

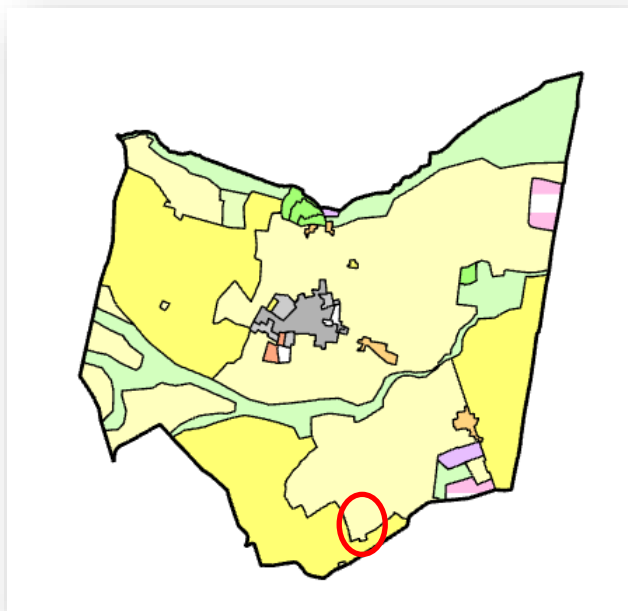
#### Objet de la modification :

Agrandissement de la zone A / Réduction zone As afin de permettre une construction agricole.

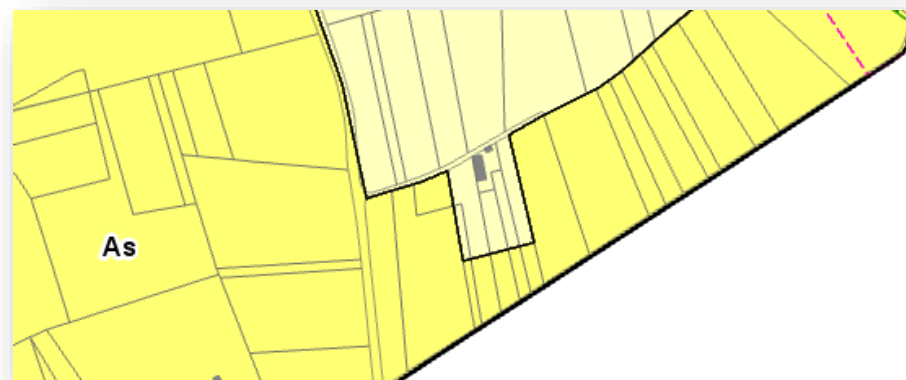
#### Éléments modifiés :

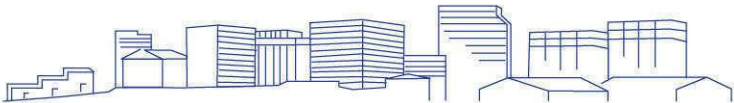
Le zonage est modifié : la zone As est réduite sur une surface de 0,3 hectares au profit de la zone A.

#### Localisation :



Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)





## 2.8 Les éléments modifiés sur les OAP

### 2.8.1 Modification du document des OAP

#### NOTA-BENE

Les orientations d'aménagement et de programmation suivantes sont axées sur le développement d'un habitat intermédiaire, qui a l'avantage d'instaurer une densification résidentielle, tout en préservant l'attrait de l'habitat individuel. Il s'agit d'optimiser la ressource foncière par une forme urbaine adaptée au contexte urbain.

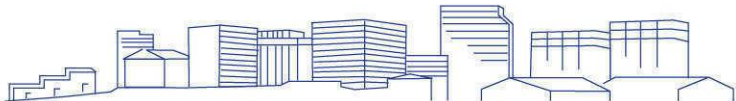
Il convient de donner une définition de ce type d'habitat tel qu'il est envisagé dans le cadre du PLU de la commune.

*Habitat intermédiaire* : logements agrégés soit horizontalement soit verticalement, mais ayant chacun une entrée privative, et un espace extérieur privatif (jardins, ou terrasses) pouvant être considéré comme un espace à vivre en prolongement du logement (suffisamment dimensionné pour ce faire). La disposition des logements doit permettre de contrôler les vis-à-vis de façon à minimiser la gêne entre les occupants. ~~Cet habitat doit aussi réserver des espaces extérieurs collectifs non dévolus à la voiture et qui devront être de véritables lieux de vie.~~

De plus sur la commune de Corcelles en Beaujolais la notion d'habitat intermédiaire doit se coupler avec une qualité environnementale : habitat économe en énergie, récupération et gestion des eaux pluviales, habitat adaptable à l'utilisation des énergies renouvelables.

Cet habitat devra prendre en compte le contexte topographique dans lequel il s'implante et composer un ensemble de qualité architecturale. ~~En aucun cas les constructions standardisées même accolées ou groupées, ne peuvent être considérées comme de l'habitat intermédiaire.~~

Les photos pages suivantes illustrent cette notion d'habitat intermédiaire.



## 2.9 Les impacts de la modification sur les surfaces des zones

zones	Surfaces en Ha avant modification
Ua et Ua1	19
Ue	1.5
Ui et Uia	4.5
Up	5
Uh	10
<b>Total U</b>	<b>40</b>
1AUa	1.2
2AUa	1
<b>Total AUa</b>	<b>2.2</b>
1AUi	4.5
2AUi	8.5
<b>Total AUi</b>	<b>13</b>
2AUe	1.18
A et As	715
Ah et Ai	6
<b>Total A</b>	<b>721</b>
N	145.12
NL	6
Ne	1.5
<b>Total N</b>	<b>152.1</b>
<b>Total</b>	<b>930</b>

Tableau des surfaces avant modification

zones	Surfaces en Ha après modification
Ua et Ua1	19
Ue	1.5
Ui et Uia	4.5
Up	5
Uh	10
<b>Total U</b>	<b>40</b>
1AUa	1.2
2AUa	1
<b>Total AUa</b>	<b>2.2</b>
1AUi	4.5
2AUi	8.5
<b>Total AUi</b>	<b>13</b>
2AUe	1.18
<b>A et As</b>	<b>719,75</b>
<b>Ah-et Ai</b>	<b>1,25</b>
<b>Total A</b>	<b>721</b>
N	145.12
<b>NL1 et NL2</b>	<b>6</b>
Ne	1.5
<b>Total N</b>	<b>152.1</b>
<b>Total</b>	<b>930</b>

Tableau des surfaces après modification

## 2.10 Impact sur l'environnement

La présente modification n'introduit aucune évolution du zonage sur des espaces agricoles et les milieux naturels.

Ainsi les zones agricoles et naturelles ne sont pas modifiées, aucune consommation foncière n'est induite par la présente modification. L'état initial de l'environnement réalisé au moment du PLU n'avait pas démontré la présence d'enjeux écologiques particuliers : ni habitat, ni espèces, ni corridors écologiques.

La présente modification du document d'urbanisme n'a pas d'impact négatif sur l'environnement.